



CRÉER LES CONDITIONS PERMETTANT AUX MIGRANTS ET AUX DIASPORAS DE CONTRIBUER PLEINEMENT AU DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS TOUS LES PAYS



Actions connexes

- a. **Garantir la bonne et pleine application du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du Programme d'action d'Addis-Abeba**, en renforçant et favorisant les effets positifs des migrations aux fins de la réalisation de tous les objectifs de développement durable
- b. **Intégrer la question des migrations dans la planification du développement et les politiques sectorielles aux échelons local, national, régional et mondial**, en tenant compte des directives et des recommandations existantes, notamment celles formulées par le Groupe mondial des migrations dans sa publication intitulée *Mainstreaming migration into development planning : A Handbook for Policymakers and Practitioners* (Intégrer la question des migrations dans la planification du développement : manuel à l'intention des décideurs et des professionnels), l'objectif étant de renforcer la cohérence et l'efficacité de la coopération au service du développement
- c. **Étudier l'impact des contributions non financières des migrants et des diasporas sur le développement durable** dans les pays d'origine et les pays de

destination, notamment le transfert de connaissances et de compétences, l'engagement civique et social et les échanges culturels, le but étant d'élaborer des politiques fondées sur des données factuelles et de nourrir les débats mondiaux qui s'y rapportent

- d. Faciliter les contributions qu'apportent les migrants et les diasporas à leur pays d'origine**, y compris en créant des structures ou des instances administratives à tous les niveaux, ou en les renforçant, comme par exemple des bureaux ou des référents chargés de la diaspora, des commissions consultatives chargées de conseiller les gouvernements sur le rôle que peuvent jouer les migrants et les diasporas lors de l'élaboration des politiques migratoires et de développement, et des coordonnateurs de la diaspora au sein des missions diplomatiques et consulaires
- e. Élaborer des programmes d'appui ciblés et des produits financiers** qui favorisent les investissements et l'entrepreneuriat des diasporas et des migrants, notamment en fournissant un appui administratif et juridique et des aides financières à la création d'entreprises, en émettant des obligations-diaspora, en créant des fonds de développement et des fonds d'investissement pour les diasporas et en organisant des salons spécialisés
- f. Offrir des informations et des orientations facilement consultables**, y compris sur les plateformes numériques, et prévoir des mécanismes permettant de coordonner en toute efficacité la mobilisation financière, volontaire ou philanthropique des migrants et des diasporas, en particulier lors des crises humanitaires dans leur pays d'origine, y compris en sollicitant les missions consulaires

- g. Permettre la participation des migrants à la vie politique de leur pays d'origine**, y compris aux processus de paix et de réconciliation, aux élections et aux réformes politiques, notamment en établissant des listes électorales pour les citoyens de l'étranger et en assurant leur représentation parlementaire, dans le respect de la législation nationale
- h. Promouvoir des politiques migratoires qui permettent de tirer le meilleur parti des avantages que procurent les diasporas aux pays d'origine et de destination** et leurs communautés, en assouplissant les règles encadrant la circulation, l'emploi et l'investissement et en allégeant les formalités administratives y afférentes, y compris en revoyant et en modifiant la réglementation en matière de visas, de séjour et de nationalité
- i. Coopérer avec d'autres États, le secteur privé et les organisations patronales pour permettre aux migrants et aux diasporas**, notamment ceux qui travaillent dans des domaines très techniques où la demande est forte, d'exercer certaines de leurs activités professionnelles dans leur pays d'origine et de contribuer au transfert de connaissances, sans pour autant perdre leur emploi, leur droit au séjour ou les avantages sociaux qu'ils ont acquis
- l. Nouer des partenariats entre les autorités locales, les populations locales, le secteur privé, les diasporas, les associations municipales et les organisations de migrants** afin de favoriser le transfert de compétences et de connaissances entre les pays d'origine et les pays de destination, notamment en cartographiant les diasporas et leurs compétences, l'objectif étant de préserver le lien qui unit les diasporas à leur pays d'origine



Exemples de pratiques

Pour plus de pratiques, visitez le
de Network Hub

Mécanismes institutionnels de mobilisation de la diaspora en Afrique subsaharienne

Plusieurs pays d'Afrique subsaharienne ont mis en place (ou vont mettre en place) des mécanismes institutionnels de sensibilisation et de mobilisation de la diaspora.

- Bien conscient du rôle que sa diaspora peut jouer dans la lutte contre la pauvreté, le Burundi a créé un département de la diaspora au sein de son Ministère des affaires étrangères.
- Le Gouvernement du Nigeria a créé l'Organisation des Nigériens de la diaspora (NIDO), à laquelle il a alloué des bureaux au sein de son ambassade à Washington, D.C. à des fins de coordination. L'un des objectifs de cette organisation est de permettre aux membres de la diaspora de discuter avec le Gouvernement du Nigéria de moyens efficaces et concrets d'influencer l'économie nigériane.
- Au Zimbabwe, le Gouvernement envisage de mettre en place une politique globale de gestion des migrations et de mobilisation de la diaspora. À cet effet, une équipe interministérielle du Zimbabwe s'est rendue aux Philippines et en Inde pour tirer des enseignements de l'expérience de ces pays sur la manière de créer des institutions chargées de coordonner les questions relatives à la diaspora (Fragile States Unit, s.d.).

Plateformes de financement participatif : République de Moldova

Le Bureau de l'OIM dans la République de Moldova, en collaboration avec la School of International and Public Affairs (SIPA) de l'Université Columbia, a identifié la meilleure façon d'utiliser une plateforme de financement participatif pour promouvoir l'utilisation efficace des fonds des migrants. Il est notamment recommandé d'utiliser un modèle hybride de financement participatif qui, dans un premier temps, oriente les contributions de la diaspora vers des projets communautaires et de développement, avant de devenir une plateforme axée sur certains domaines, notamment la production industrielle, les technologies de l'information et l'éducation (École SIPA de l'Université Columbia, s.d.). En outre, grâce au projet MiDL visant à intégrer la migration dans le développement local, financé par le PNUD et la Suisse, la République de Moldova a pu instaurer un dialogue bidirectionnel à la faveur de programmes axés sur la diaspora et les migrants ainsi que sur le développement local, auxquels ont participé plus de 10 000 migrants. Ce projet a mis l'accent sur l'appropriation nationale et a renforcé les capacités aux niveaux national et local afin de favoriser un environnement socioéconomique, de garantir une aide à l'emploi, de réduire les disparités et les inégalités, d'offrir des possibilités génératrices de revenus et d'assurer un développement local durable. Il a débouché sur un cadre stratégique global national, à savoir la stratégie nationale pour l'emploi 2017-2021, élaborée en coopération avec l'OIT, qui oriente et guide toutes les interventions menées au titre de la politique nationale de l'emploi, y compris en ce qui concerne la migration de main-d'œuvre et la réintégration. À ce jour, plus de 300 000 personnes bénéficient de meilleurs services dans leur village et leur ville (PNUD Moldova, s.d.).

iDIASPORA

iDIASPORA est une plateforme en ligne, hébergée par l’OIM, qui invite les membres de diverses diasporas à collaborer et à nouer des relations partout dans le monde et dans toutes les communautés transnationales. Elle entend permettre aux membres de la diaspora de travailler ensemble, d’apprendre les uns des autres et de créer des impacts positifs et durables dans le pays de destination et dans le pays d’origine. Grâce à la plateforme, les utilisateurs peuvent trouver des membres de la communauté en ligne avec lesquels ils ont des domaines de travail et des intérêts communs et nouer des liens avec eux (OIM, s.d.).



Objectifs de développement durable pertinents

Tous les ODD

La migration peut être un puissant facteur de développement durable pour les migrants et leurs communautés dans les pays d’origine, de transit et de destination. La capacité des migrants de contribuer aux résultats en matière de développement durable dépend du respect de leurs droits et de leur faculté d’accéder aux services et de s’intégrer pleinement dans leur communauté en tant que membres contributeurs. En conséquence, tous les ODD présentent un intérêt sous l’angle de la promesse du Programme 2030 de ne pas faire de laissés-pour-compte.